



PRIMATURE

CABINET DU PREMIER MINISTRE

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple-Un But-Une Foi

PROGRAMME D' ACTIONS DU GOUVERNEMENT (PAG)
2013-2018

NOVEMBRE 2013

SOMMAIRE

Sigles et abréviations.....

Mise en place d’institutions fortes et crédibles.....2

Restauration de la sécurité des personnes et des biens sur l'ensemble du territoire national.....2

Mise en œuvre d'une politique active de réconciliation nationale.....2

Reconstruction de l'école malienne.....2

Construction d'une économie émergente.....2

Mise en œuvre d'une politique active de développement social.....2

SIGLES ET ABREVIATIONS

AEP : Adduction d'eau potable

AES : Adduction d'eau sommaire

AMAP : Agence Malienne de Presse et de Publicité

AMRTP : Autorité Malienne de Régulation des Télécommunications et Postes

AN : Assemblée Nationale

ANDS : Agence Nationale de Développement du Sport

APCAM : Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture du Mali

APE : Accord de Partenariat Economique

APEJ : Agence pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes

API : Agence pour la Promotion des Investissements

AT : Aménagement du Territoire

BTP : Bâtiments et Travaux Publics

BVG : Bureau du Vérificateur Général

CANAM : Caisse Nationale d'Assurance Maladie

CAP : Centre d'Animation Pédagogique

CDI : Centre de Documentation et d'Information

CDI : Commissariat au Développement Institutionnel

CENTIF : Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières

CFPAA : Centre de Formation Professionnelle d'Assistance à l'Artisanat

CNE : Centre National des Elections

CNREX-BTP : Centre National de Recherche et d'Expérimentation pour le BTP

CPS : Cellule de Planification et de Statistique

CSC : Conseil Supérieur de la Communication

CSCOM : Centre de Santé Communautaire

CT : Collectivité Territoriale

CTD : Collectivité Territoriale Décentralisée

DER : Développement Economique Régional

DNPD : Direction Nationale de la Planification du Développement

EAM : Ecole Africaine des Mines

EBES : Enfant à besoins éducatifs spéciaux

EDM-SA : Energie du Mali, société anonyme

EFM/Préscolaire : Ecole de Formation des Maîtres préscolaire

EMABE : Entrepôts Maliens au Bénin

EMACI : Entrepôts Maliens en Côte d'Ivoire

EMAGUI : Entrepôts Maliens en Guinée

EnR : Energie renouvelable

EPEM : Equivalent Point d'Eau Moderne

FCS : Fonds de Cohésion et de Solidarité

IDE : Investisseur Direct Etranger

IEC : Information-Education-Communication

IFP : Institut de Formation Professionnelle

IGEN : Inspection Générale de l'Education Nationale

INA : Institut National des Arts

INSTAT : Institut National de la Statistique

KV : Kilowatt

LOA : Loi d'Orientation Agricole

MAECI : Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale

MAT : Ministère de l'Administration Territoriale

MATour : Ministère de l'Artisanat et du Tourisme

MC : Ministère du Commerce

MCNTI : Ministère de la Communication et des Nouvelles Technologies de l'Information

MCult : Ministère de la Culture

MDAC : Ministère de la Défense et des Anciens Combattants

MDEAF : Ministère des Domaines de l'Etat et des Affaires Foncières

MDR : Ministère du Développement Rural

MEA : Ministère de l'Environnement et de l'Assainissement

MEF : Ministère de l'Economie et des Finances

MEFP : Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle

MEH : Ministère de l'Energie et de l'Hydraulique

MEN : Ministère de l'Education Nationale

MESRS : Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique

MET : Ministère de l'Equipeement et des Transports

MFP : Ministère de la Fonction Publique

MIM : Ministère de l'Industrie et des Mines

MJ : Ministère de la Justice

MJS : Ministère de la Jeunesse et des Sports

ML : Ministère du Logement

MME : Ministère des Maliens de l'Extérieur

MPFFE : Ministère de la Promotion de la Femme, de la Famille et de l'Enfant

MPP : Ministère du Plan et de la Prospective

MRDRN : Ministère de la Réconciliation et du Développement des Régions du Nord

MS : Ministère de la Sécurité

MSHP : Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique

MTASH : Ministère du Travail et des Affaires Sociales et Humanitaires

MUPV : Ministère de l'Urbanisme et de la Politique de la Ville

MW : Mégawat

OF : Organisation féminine

OMVS : Organisation pour la Mise en Valeur du Fleuve Sénégal

ON : Office du Niger

ONG : Organisation Non Gouvernementale

OSC : Organisation de la Société Civile

PAG : Programme d'Action du Gouvernement

PAIPP : Programme d'Action et d'Investissement Prioritaires en matière de Population

PASE : Projet d'Appui au Secteur de l'Energie

PDA : Politique de Développement Agricole

PDAN Programme de Développement Accéléré du Nord

PEDASB : Projet Energie Domestique et Accès aux Services de Base en milieu rural

PEF : Pôle économique et financier

PENRAF : Programme d'Energies Nouvelles et Renouvelables pour l'Avancement des Femmes

PEVES : Projet d'Electrification Villageoise par Système d'Energie Solaire

PFNL : Produit forestier non ligneux

PGES : Plan de gestion environnemental et social

PIB : Produit Intérieur Brut

PNAT : Politique Nationale d'Aménagement du Territoire

PNIA : Programme National d'Investissement Agricole

PNIP-SA : Plan National d'Investissement Prioritaire dans le Secteur Agricole

PNP : Politique Nationale de Population

PNPE : Politique Nationale de Protection de l'Environnement

PONAV : Politique Nationale de la Ville

PRDVM : Programme de reconstruction et de développement des villes du Mali

RAMED : Régime d'Assistance Médicale

RH : Ressource Humaine

SAT : Schéma d'Aménagement du Territoire

SDU : Schéma Directeur d'Urbanisme

SDAU : Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme

SIG : Système d'Information Géographique

SM : Société minière

SNAT : Schéma National d'Aménagement du Territoire

SP : Secteur privé

SREP/MALI : Programme Pilote pour la Valorisation à grande Echelle des Energies Renouvelables au Mali

TDR : Termes de Référence

TIC : Technologies de l'Information et de la Communication

TV : Télévision

UA : Union Africaine

UE : Union Européenne

UEMOA : Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

ORIENTATIONS ET PRIORITES DU GOUVERNEMENT POUR LA PERIODE 2013-2018

Le Programme d'Actions du Gouvernement (PAG), pour la période 2013-2018, est élaboré sur la base des hautes orientations du Président de la République.

Dans le contexte d'une sortie de crise sécuritaire et institutionnelle consécutive au conflit armé déclenché dans les régions du Nord par des terroristes et au coup d'Etat du 22 mars 2012 qui ont entraîné le délitement des institutions publiques et la déconfiture de l'Etat, le Président de la République a fait part de son ambition de rassembler tous les maliens autour d'un projet de reconstruction de l'Etat afin que les maliens deviennent, à nouveau, les maîtres de leur destin et de leur développement. La réalisation de ce projet implique pour chaque malien, le devoir de conduire une œuvre de transformation économique et sociale qui permette de conjurer les périls que sont l'insécurité dans le Nord du pays, la désagrégation des institutions publiques, la corruption, la dégradation des conditions de vie et la perte des repères moraux qui mine la société.

Le Programme d'Actions du Gouvernement se propose de prendre en charge les priorités du Président de la République à travers la restauration de l'intégrité du territoire et la sécurisation des biens et des personnes, la réconciliation des maliens et la consolidation de la cohésion sociale, la refondation des institutions publiques et l'approfondissement de la démocratie, la promotion des femmes et des jeunes et la construction d'une économie émergente.

A cet effet, l'action publique sera fondée sur les principes directeurs ci-après :

- une éthique de la responsabilité, exigeant de tous ceux qui détiennent des charges et responsabilités publiques un comportement exemplaire et réhabilitant le travail et le mérite ;
- une exigence de qualité et d'accessibilité au plus grand nombre de services publics ;
- la participation active de tous les citoyens à travers le renforcement des institutions démocratiques ;
- la promotion de l'égalité des chances, à travers des politiques publiques de santé et d'éducation qui, corrigeant les inégalités, offre à chacun la possibilité de réaliser son potentiel par le travail ;
- un aménagement de l'ensemble du territoire, qui assure, par la valorisation des potentialités économiques le développement équilibré de toutes les parties du territoire national.

Le Programme d'Actions du Gouvernement, élaboré selon un processus impliquant l'ensemble des ministères, s'articule autour de six (6) Axes :

- la mise en place d'institutions fortes et crédibles ;
- la restauration de la sécurité des personnes et des biens sur l'ensemble du territoire national ;
- la mise en œuvre d'une politique active de réconciliation nationale ;
- la reconstruction de l'école malienne ;
- la construction d'une économie émergente ;
- la mise en œuvre d'une politique active de développement social.

Chacun de ces axes se décline en mesures qui doivent être mises en œuvre par le Gouvernement.

1. Mise en place d'institutions fortes et crédibles

La crise sécuritaire et institutionnelle qui a frappé le pays rend nécessaire la reconstruction de l'Etat et un meilleur ajustement de ses modalités d'intervention en vue de sa modernisation et d'une plus grande efficacité dans la gestion publique.

Les objectifs visés par la mise en place d'institutions fortes et crédibles sont principalement la lutte contre la corruption et l'impunité, la refondation des administrations publiques, la réhabilitation de l'institution judiciaire, l'approfondissement de la décentralisation, l'approfondissement des instruments de la démocratie participative, la réforme du processus et du système électoral et le recouvrement d'une position forte dans un environnement international en mutation.

La lutte contre la corruption et l'impunité sera organisée sur la base du principe de la tolérance zéro. Elle s'articulera notamment autour de l'accroissement des moyens humains et matériels des structures d'audit et de contrôle, le renforcement du contrôle des collectivités territoriales décentralisées (CTD), la création d'un organe central de lutte contre la corruption, l'accroissement des moyens humains et opérationnels du Pôle économique et financier, l'instauration de la tenue de la comptabilité matière dans les administrations publiques et parapubliques, l'informatisation complète des administrations publiques et la mise en place de mécanismes d'écoute et de traitement des informations fournies par les citoyens.

S'agissant de la refondation des administrations publiques, il convient d'indiquer qu'on assiste à une dégradation de la qualité des ressources humaines dans tous les secteurs (éducation, santé, administration territoriale, police, trésor). Cette situation pourrait devenir un obstacle aux réformes économiques et politiques nécessaires pour le développement du Mali. Pour y remédier, les mesures envisagées porteront essentiellement sur la promotion des modes de recrutement ouverts et transparents, le renforcement de la formation continue, l'amélioration de la gestion des carrières, le renforcement du contrôle et le développement d'une culture orientée vers les résultats.

Quant à la justice, sa réhabilitation vise à consolider la démocratie en restaurant la confiance des maliens en leur système judiciaire et en garantissant la sécurité des investissements privés nationaux et étrangers. Le renforcement de l'Etat de droit ne sera possible qu'à travers la mise en œuvre d'une justice transparente et équitable. Les mesures à mettre en œuvre porteront entre autres sur la mise en place d'un programme de formation continue des magistrats, l'introduction des TIC dans le fonctionnement de la justice (transparence et accès), le renforcement des organisations de la société civile (OSC) spécialisées dans l'assistance juridique aux citoyens, la publication des décisions de justice, l'accroissement du nombre de tribunaux du commerce et de tribunaux du travail, le renforcement des sanctions contre les magistrats convaincus de corruption et de prévarication et le renforcement des corps de contrôle de la magistrature.

En ce qui concerne l'approfondissement de la décentralisation, il vise le développement équilibré du territoire national. Il sera mis en œuvre à travers notamment l'organisation des Etats généraux sur la décentralisation, l'organisation du retour et de la réinstallation des populations déplacées et réfugiées, l'élaboration et la mise en œuvre d'un cadre national d'orientation du Développement Economique Régional, le renforcement de son financement à travers la mise en place de contrats plan Etat-Région, l'élaboration des plans triennaux de transfert de compétences et de ressources ainsi que le suivi de leur mise en œuvre.

2. Restauration de la sécurité des personnes et des biens sur l'ensemble du territoire national

La restauration de la sécurité des personnes et des biens passe par le développement des capacités humaines et opérationnelles des forces armées et de sécurité. A ce niveau, les principales mesures envisagées portent sur la réforme du secteur de la sécurité et la modernisation subséquente des capacités des forces armées et de sécurité à travers la mise en œuvre d'une loi de programmation militaire quinquennale qui comblera les déficits en termes de ressources humaines, d'équipements modernes, de déploiement opérationnel et territorial, de projection et d'anticipation, de renseignements, etc.

Par ailleurs, les mesures législatives et réglementaires visant à faire aboutir, sans entraves bureaucratiques et sans délai, les dossiers relatifs au trafic illicite et au crime organisé, seront adoptées par le Gouvernement. Dans ce contexte, des mesures visant l'actualisation du cadre légal de la lutte contre les trafics illicites et le crime organisé, la création d'unités opérationnelles de lutte contre les trafics illicites et le crime organisé, la création d'une cellule de pilotage de la lutte contre le crime organisé et la drogue ainsi que le développement de la coopération multinationale, binationale et régionale en matière de sécurité, seront prises.

3. Mise en œuvre d'une politique active de réconciliation nationale

La réconciliation nationale est un élément structurant de la stratégie de sortie de crise et de création des conditions de paix et de prospérité durable, sans lesquelles aucun développement n'est possible. La politique active de réconciliation nationale vise essentiellement deux objectifs : reconstruire les fondations de la réconciliation nationale et apporter une solution définitive aux problèmes du Nord. Pour la mise en œuvre de cette politique, un train de mesures a été arrêté, à savoir :

- la mise en place d'une Commission Vérité, Justice et Réconciliation, au sein de laquelle toutes les communautés du Nord seront équitablement représentées ;
- l'élaboration et la mise en œuvre d'un Programme de Développement Accéléré du Nord (PDAN) et la mise en place d'un Fonds de Cohésion et de Solidarité (FCS), instrument financier dudit Programme ;
- la mise en œuvre de la Justice transitionnelle (nationale et internationale) ;
- le lancement du processus de négociation avec les acteurs de la rébellion ;
- le renforcement de la cohésion sociale entre toutes les composantes de la société ;
- le redéploiement du personnel judiciaire ;
- la création de nouvelles régions administratives;
- l'érection des régions du Nord en zone spéciale de développement économique.

4. Reconstruction de l'école malienne

L'école malienne traverse une crise majeure, qu'il faut conjurer. En effet, nonobstant les efforts financiers soutenus consentis ces dernières années en faveur du secteur, la qualité de l'enseignement demeure préoccupante, contribuant à aggraver l'incidence de la pauvreté.

Au niveau de l'enseignement fondamental, si le taux brut de scolarisation est satisfaisant dans le premier cycle avec 82%, il demeure faible au niveau du second cycle avec 48,8%. Au niveau de l'enseignement secondaire, ce taux est de seulement 14,8%.

Par ailleurs, de nombreuses insuffisances sont observées dans la gestion administrative du système éducatif. Le taux d'encadrement des élèves est uniformément bas. Les disparités régionales sont prononcées en défaveur des régions de Mopti, Sikasso et Kidal. Dans le domaine pédagogique, les résultats sont faibles en termes d'apprentissage. En conséquence, la proportion d'adultes sachant lire aisément après 6 années de scolarisation s'établit à 49%, contre près de 70% au Bénin et au Sénégal, et 80% au Togo.

Dans le domaine de la formation professionnelle, le problème fondamental est l'insuffisance et la non-diversification de l'offre, constituant ainsi un obstacle majeur au développement du secteur privé.

Pour sa part, l'enseignement secondaire général souffre de l'inexistence de formation qualifiante.

Quant à l'enseignement supérieur, il est caractérisé par l'absence d'infrastructures, sa faible qualité et son inadéquation avec les besoins des employeurs.

Face aux insuffisances sus-évoquées, le Programme gouvernemental prévoit, par ordre d'enseignement, les principales mesures ci-après.

Dans le domaine de l'enseignement fondamental, il s'agit de promouvoir :

- le développement de l'éducation préscolaire (construction et équipement de 448 nouvelles salles d'activités dont 336 jardins d'enfants) ;
- l'amélioration de la qualité de l'enseignement (évaluation et amélioration des capacités des maîtres), qui doit faire l'objet d'un plan spécifique ;
- la revalorisation de la fonction enseignante par l'élaboration d'une charte de déontologie de l'enseignant, l'adoption de mesures incitatives pour promouvoir l'excellence, la mise en œuvre d'un programme de formation continue et de requalification, la mise en œuvre un programme d'accès au logement pour les personnels enseignants ;
- la relecture des documents du curriculum (mise en place d'un dispositif d'accélération de la généralisation du curriculum) ;
- l'établissement et la mise en œuvre d'un programme de construction, de réhabilitation et d'équipement des structures scolaires. Un tel programme permettra non seulement l'amélioration de l'offre de formation, mais aussi la réduction des déséquilibres régionaux et les inégalités sociologiques d'accès. Dans ce cadre, 20 blocs scientifiques seront construits et équipés, 105 CAP seront dotés en kits de laboratoire, 3 567 écoles du fondamental seront dotées en salles scientifiques par an, 3 567 écoles du fondamental seront dotées en kit de base de matériel d'expérimentation en mathématiques et en sciences, 1 189 salles informatiques seront créées par an pour le fondamental ;
- le développement des cantines scolaires ;
- la révision des programmes d'enseignement fondamental, technique et professionnel ;
- la promotion de l'éducation scientifique et technologique aux différents niveaux de l'enseignement fondamental.

Concernant l'enseignement secondaire général, les mesures préconisées portent sur :

- la mise en place de modules d'approfondissement dans les matières scientifiques, dans le cadre d'un Programme national d'excellence ;
- l'amélioration de la qualité de l'enseignement secondaire général ;
- l'amélioration de l'accès au secondaire général par la construction et l'équipement d'infrastructures. Dans ce registre, 15 lycées publics seront construits et équipés, 100 salles de classe seront réhabilitées, des salles polyvalentes et des salles de dessin technique seront construites et équipées dans 78 lycées publics.

Pour ce qui est de la formation professionnelle, il est prévu :

- l'amélioration de l'ajustement de l'enseignement technique et professionnel aux structures de l'économie. A cet égard, 10 filières porteuses dans les domaines industriels et agro-sylvo-pastoraux intégrant les TIC seront développées. En outre, une évaluation des formations professionnelles existantes sera faite en relation avec le secteur privé ;
- l'amélioration de l'accès à l'enseignement technique et professionnel par la construction et la réhabilitation d'infrastructures. Dans ce cadre, 3 Instituts de Formation Professionnelle (IFP) à vocation agropastorale, 2 IFP à vocation industrielle (machines, appareillage et outillage). Des lycées techniques, des Centres de Documentation et d'Information (CDI) seront construits et équipés. En outre, le Centre de Formation Professionnelle d'Assistance à l'Artisanat (CFPAA) de Gao et l'IFP de Diré seront réhabilités. De même, les ateliers et laboratoires des lycées techniques de Ségou et Sévaré seront équipés.

S'agissant de l'enseignement supérieur, les mesures ont trait à :

- l'amélioration de la gouvernance, la construction d'infrastructures, l'orientation vers les résultats et le recrutement d'enseignants ;
- la création de pôles universitaires régionaux, dont une université agronomique ;
- le recrutement et la formation d'agents spécialisés dans l'administration scolaire et universitaire.

Sur le plan de l'alphabétisation fonctionnelle, il est prévu la mise en œuvre d'un plan général d'alphabétisation des adultes. Il est également envisagé l'accroître la capacité d'accueil des structures et de mettre en place des mécanismes de communication et de sensibilisation. En particulier dans le monde rural, il sera offert des formations simples à la gestion des exploitations. Il s'agit là d'une condition sine qua non au succès de toute politique d'accroissement de la productivité agricole.

Au titre des mesures communes, l'accent sera mis sur :

- l'identification biométrique des enseignants ;
- la transparence dans les mouvements des personnels enseignants ;
- l'adaptation des programmes d'enseignement dans l'enseignement fondamental, technique et professionnel.

5. Construction d'une économie émergente

L'économie malienne a enregistré une croissance réelle moyenne de 4,4% de 2000 à 2011, tirée principalement par le secteur primaire et, dans une moindre mesure, par le secteur tertiaire. Ce taux se situe en deçà de la moyenne des taux enregistrés par les pays d'Afrique subsaharienne, hors République Sud Africaine et Nigeria (5,5%).

En outre, il demeure insuffisant au regard des 7% requis dans le cadre de la lutte contre la pauvreté, en témoigne l'incidence de la pauvreté qui se situe à 41,7% en 2011 et 42,7% en 2012.

La contribution des exportations à la croissance est faible et instable. Les exportations sont très peu diversifiées (l'or et le coton en constituent 85%). Elles sont dès lors vulnérables aux fluctuations des cours internationaux de ces deux produits, soumettant l'économie à un rythme permanent d'instabilité macroéconomique.

L'accélération de la croissance économique butte sur des obstacles encore nombreux :

- l'absence de main-d'œuvre qualifiée ;
- l'insuffisance d'infrastructures de base constituant un véritable goulot d'étranglement au développement économique, singulièrement dans le secteur de l'énergie et dans celui des routes. A ce sujet, il convient d'indiquer que la crise de l'énergie, caractérisée par l'insuffisance de l'offre et son coût très élevé, affecte au quotidien le fonctionnement des services et des activités économiques avec comme corollaire, la perte de productivité ;
- le taux de pression fiscale de 14,7%, inférieur à la norme communautaire de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) de 17%, ne permet pas de soutenir un effort d'investissement élevé dans la durée et porter les capacités d'entretien des nouveaux équipements au niveau requis ;
- un environnement des affaires peu favorable au développement du secteur privé ;
- le potentiel agricole reste sous-exploité, notamment en raison de l'insuffisance de micro-barrages pour développer les périmètres irrigués.

Au regard de ce qui précède, le Gouvernement s'est fixé, à l'horizon 2018, dans le cadre de son programme économique, les objectifs suivants :

- porter le taux annuel de croissance économique à deux chiffres ;
- créer 200 000 nouveaux emplois.

Pour l'atteinte de ces objectifs, la mise en œuvre du Programme gouvernemental reposera sur les actions prioritaires ci-après :

▪ *Maintenir la stabilité macroéconomique*

L'existence d'un environnement macroéconomique stable est une condition indispensable à la réalisation d'une croissance économique forte. Dans ce cadre, le Gouvernement s'attachera à mettre en œuvre des politiques macroéconomiques orientées vers la maîtrise des déficits des finances publiques, l'équilibre des paiements extérieurs et une inflation contenue. Par ailleurs, le Gouvernement poursuivra les réformes en vue du renforcement du cadre de gestion des finances publiques en relevant le taux de pression fiscale à 17% ; en améliorant la gestion de la trésorerie et la qualité de la dépense publique, à travers l'adoption de règles et procédures de gestion financière efficace et le renforcement de la politique d'endettement.

▪ *Développer les infrastructures pour accroître la compétitivité globale de l'économie*

Au-delà de l'assainissement macroéconomique, le Gouvernement s'attèlera à accroître la compétitivité globale de l'économie en mettant en œuvre les actions décisives suivantes :

- mise en œuvre d'un plan de développement des télécommunications (infrastructures, distribution, tarification) ;
- mise en œuvre d'un plan de développement de l'accès à l'internet (débits, tarification) ;
- mise en œuvre d'un plan d'extension du réseau routier (désenclavement intérieur, accès aux ports, gestion des entrepôts portuaires) ;
- rénovation du programme de maintenance du réseau routier ;

- aménagement de plateformes logistiques et de ports secs sur les corridors régionaux, à l'entrée des villes et du pays ;
- relance des travaux de rénovation et d'aménagement de l'aéroport de Bamako-Sénou ;
- mise en place d'un fonds d'investissement pour le développement économique et social ;
- mise à jour du livre foncier (notamment à Bamako) ;
- renforcement du cadre de financement du secteur de l'énergie.

▪ *Assurer la disponibilité de l'énergie à moindre coût*

Dans le cadre de l'augmentation de la production hydroélectrique, il est prévu de valoriser les potentialités existantes à hauteur de 109 MW et d'accélérer l'interconnexion avec les pays voisins (Côte d'Ivoire et Burkina Faso) pour une baisse du coût de revient de 10% par l'importation de 330 MW. En outre, la mise en œuvre du programme de développement de l'énergie solaire et autres énergies renouvelables (EnR) permettra de couvrir une part substantielle des besoins du pays et de contribuer à la protection de l'environnement tout en permettant la substitution aux énergies fossiles.

Par ailleurs, les pertes sur les réseaux de distribution sont importantes (20% de la production) et la couverture des coûts n'est que très partielle (50%). La réduction des pertes sur les réseaux électriques passera par la mise en œuvre d'un programme de réhabilitation, et de renforcement et de maîtrise et d'économie d'énergie. Ces mesures seront accompagnées par la mise en place d'un système d'information énergétique en vue d'assurer une gestion efficace et durable de l'énergie.

La diminution du coût de revient de l'énergie est envisagée à travers les mesures suivantes :

- l'augmentation de la part de l'hydroélectricité dans le mix énergétique ;
- le développement des interconnexions pour substituer la production thermique locale onéreuse par des importations d'énergie électrique aux coûts compétitifs ;
- le raccordement progressif des centres isolés au réseau interconnecté sur la base de considérations technico-économiques ;
- l'accroissement de l'efficacité de gestion des réseaux électriques ;
- l'amélioration du recouvrement des coûts, par des ajustements tarifaires plus réguliers, en vue de restaurer la viabilité financière de la société Energie du Mali SA (EDM-SA) sur le moyen terme ;
- la réduction des coûts de l'électrification rurale par l'adoption de systèmes de production hybrides ;
- la recapitalisation à moyen terme d'EDM-SA en vue de restaurer sa capacité à mobiliser des ressources sur le marché pour une couverture partielle de ses charges d'investissement.

▪ *Développer les infrastructures de transport*

L'existence d'infrastructures de transport appropriées est essentielle pour un meilleur approvisionnement à moindre coût d'un pays vaste et enclavé comme le Mali et, par conséquent, elle contribue au développement économique et à la lutte contre la pauvreté.

Dans ce cadre, les principales actions envisagées par le Gouvernement consisteront à :

- assurer l'entretien de 14 500 km de route par an ;
- construire ou réhabiliter 1 400 km de route ;
- redémarrer les travaux de voiries urbaines suspendus du fait de l'insécurité ;
- construire un pont sur le fleuve Niger à Koulikoro et des ponts sur le Bafing et le Baoulé à Bafoulabé ;
- assurer le développement des autres modes de transport (réhabilitation de la voie ferrée Dakar-Bamako ; construction de quais dans les escales fluviales ; construction et extension des aéroports du pays).

▪ *Développer l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC)*

Les technologies de l'information et de la communication constituent un accélérateur de la croissance et du développement économique et humain. Il s'agira pour le Gouvernement :

- de poursuivre la construction de réseaux en fibre optique ;
- d'élaborer une stratégie d'accès à l'internet haut débit ;
- d'accélérer la modernisation et de rendre compétitif l'opérateur public postal.

▪ *Faire du Mali une puissance agricole exportatrice à l'horizon 2018*

Durant les deux dernières décennies, la production agricole a été essentiellement soutenue par la libéralisation des marchés céréaliers et l'extension des aménagements hydro-agricoles. Cependant, la croissance agricole a été limitée par :

- l'insuffisance des infrastructures, notamment routières, assurant une faible connexion des zones de production aux marchés ;
- les faiblesses institutionnelles des organisations de producteurs ;
- le manque de capacité de stockage, réduisant le pouvoir de négociation des producteurs sur le marché et les garanties réelles susceptibles de soutenir l'accès au crédit agricole ;
- les performances limitées de la vulgarisation, dans un contexte d'analphabétisme des adultes ;
- les faiblesses de la recherche-développement.

Il en a résulté une tendance à la baisse de la productivité dans les grandes filières, les hausses de la production découlant de l'augmentation des superficies emblavées.

Au demeurant, le Mali dispose d'un atout important à savoir l'abondance de terres irrigables et de bas-fonds inondables.

Dans le cadre de la mise en œuvre du programme agricole du Gouvernement, les mesures suivantes sont envisagées :

- mise en œuvre d'un programme national de pistes rurales ;
- mise en œuvre d'un programme national de mise en place d'infrastructures de stockage et de commercialisation ;
- promotion de la production nationale d'engrais phosphatés ;
- mise en œuvre d'un programme national de promotion de la mécanisation ;
- élaboration et mise en œuvre d'un programme national d'intensification de l'embouche et de l'empoissonnement des plans d'eau ;
- élaboration et mise en œuvre de la nouvelle politique foncière ;
- alphabétisation des exploitants et aide à la gestion dans la zone Office du Niger (ON) ;
- entretien des canaux et amélioration de la gestion de l'eau dans la zone Office du Niger ;
- réalisation d'aménagements hydro-agricoles dans de bassins hydrographiques et les différents aquifères :
 - aménagement de 62 000 ha de rizières,
 - réalisation de 30 000 ha de périmètres de cultures fourragères,
 - poursuite des aménagements de terres à l'Office du Niger. Sur cette zone, l'objectif est de doubler les superficies exploitées à l'horizon 2018. Le disponible des terres aménageables de l'Office du Niger est estimé à 1 907 406 ha dont seulement 98 531 ha ont été aménagés avec maîtrise totale depuis 1932, soit seulement 5,2% du potentiel,
 - renforcement des capacités en maîtrise de l'eau à travers la création d'une Agence d'Aménagement des Terres et de fourniture de l'eau d'irrigation,
 - promotion des agropoles de développement intégré urbain et périurbain connectés sur les marchés extérieurs (UEMOA, CEDEAO, UA, UE, Moyen Orient) ;
- restauration de parcours pastoraux et de pâturages :
 - réalisation de 21 périmètres et aires pastorales de 400 000 ha,
 - établissement de 300 conventions locales de gestion de pâturages,
 - aménagement de 20 pêcheries,
 - établissement de 20 conventions locales de gestion de pêcheries ;
- élaboration et mise en œuvre d'une politique transparente de subvention des intrants agricoles.

▪ *Promouvoir le développement de l'agro-industrie*

Outre les mesures portant sur le développement des infrastructures pour accroître la compétitivité globale de l'économie, deux projets importants sont inscrits au programme pour soutenir l'agro-industrie. Il s'agit de la création de nouvelles zones industrielles et de l'agrandissement de celles existantes (Dialakorobougou, Ségou, Kayes et Sanankoroba).

▪ *Développer et diversifier le secteur minier*

Dans le domaine minier, le sous-sol malien renferme d'importants gisements dont l'or, le phosphate, le sel gemme, le pétrole, le calcaire, le fer, l'uranium et le marbre. Cependant, ce potentiel est nettement sous-exploité. Pour sa valorisation, le Gouvernement envisage de :

- renforcer les programmes de recherche géologique, d'inventaire et de cartographie de ressources ;
- réviser la législation minière en vue de la simplifier et d'attirer les investisseurs directs étrangers (IDE) ;
- faciliter la disponibilité des facteurs de production ;
- créer une filière technique de formation dans les métiers de la mine ;

▪ *Créer les conditions pour une meilleure maîtrise de la croissance des villes*

Malgré le fait que la quasi-totalité des villes secondaires soient dotées d'outils de planification urbaine, la croissance rapide des villes, notamment leur étalement, constitue encore un handicap majeur dans leur développement durable. Pour y faire face, les principales mesures suivantes sont envisagées :

- élaboration de la politique nationale de la ville ;
- dotation des villes en documents de planification urbaine adaptés ;
- planification de la mobilité urbaine à Bamako ;
- développement des vocations économiques des villes dans le cadre de l'Aménagement du territoire et de la régénération urbaine.

▪ *Améliorer la qualité de l'environnement*

Une mauvaise qualité de l'environnement constitue sans doute un facteur négatif pour le développement socio-économique d'un pays. La politique du Gouvernement en la matière repose sur une vision globale, intégrée et cohérente. Ainsi, les principales mesures inscrites au Programme gouvernemental portent sur :

- la gestion rationnelle des ressources naturelles et la protection de l'environnement ;
- l'intensification de la lutte contre l'ensablement des cours et points d'eau, pâturages, habitations et voies de communication routière et fluviale ;
- l'amélioration de la gestion des déchets ;
- la création d'une agence nationale d'élimination des déchets spéciaux ;
- la construction et l'entretien de 5 stations d'épuration des eaux usées et d'ouvrages annexes ;
- l'intensification de la construction d'ouvrages et d'infrastructures d'assainissement (250 km de caniveaux, 125 km de collecteurs, 10 dépôts, 3 décharges finales, achèvement de la décharge de Noumoubougou).

6. Mise en œuvre d'une politique active de développement social

Le Mali figure parmi les pays les plus pauvres de la planète. Son indice de développement humain durable le place au 182^{ème} rang sur 187 en 2012. L'espérance de vie à la naissance est de 53 ans en 2012. Le taux de fécondité figure parmi les plus élevés du monde (6,5 enfants par femme). 78,7% de la population vit sous le seuil international de pauvreté, soit avec moins de 2 \$ par jour.

Au regard des niveaux de ces indicateurs de développement humain, les principales mesures ci-après sont envisagées :

▪ *Développement du système de santé*

- déconcentration et modernisation continue des établissements sanitaires de pointe dans le pays ;
- construction et équipement d'établissements sanitaires modernes dans les localités du pays présentant un déficit ;
- développement de la télémédecine ;
- renforcement des capacités des centres de santé communautaire (CSCOM) (formation continue, gestion, TIC) ;
- consolidation du programme de remise à niveau (matériel, humain et financier) des formations sanitaires ayant subi des pillages et des dégradations pendant l'occupation ;
- médicalisation progressive des formations sanitaires sur l'ensemble du territoire, afin que chaque commune dispose au moins d'un médecin ;
- poursuite de la réforme hospitalière ;
- amélioration de l'hygiène hospitalière et la gestion des déchets biomédicaux ;
- renforcement de l'hygiène des denrées alimentaires ;
- disponibilité des médicaments essentiels sur l'ensemble du territoire ;
- amélioration de la santé de la reproduction ;
- intensification de la lutte contre les maladies transmissibles et non transmissibles ;
- généralisation du tiers payant pour assurer l'accès aux soins de l'ensemble de la population.

▪ *Développer l'accès à l'eau potable*

- création de 3930 d'équivalents points d'eau modernes (EPEM) en milieu rural ;
- création d'équivalents points d'eau modernes en milieu urbain et semi urbain : réalisation de 465 adductions d'eau sommaires/adductions d'eau potable (AES/AEP) et 15 000 branchements ;
- réhabilitation de points d'eau modernes (2 790 points d'eau) ;
- renforcement des capacités des structures de l'Etat pour améliorer la qualité de l'offre de service public de l'eau.

▪ *Renforcement du développement social*

- mise en place des dispositifs pour la couverture maladie universelle ;
- mise en œuvre du plan d'actions sur l'amélioration des conditions de travail dans l'économie informelle ;
- mise en œuvre du plan d'actions en faveur des personnes âgées ;
- mise en œuvre des projets à fort impact pour le renforcement des capacités des communautés rurales ;
- mise en œuvre du plan de contingence de la réponse humanitaire ;
- mise en œuvre du plan d'actions prioritaire contre le travail des enfants.

▪ *Accroître la contribution des femmes au développement économique et social*

- lancement d'une initiative en matière d'éducation des filles ;
- lancement d'un programme de prise en charge des jeunes filles déscolarisées, « L'école de la deuxième chance »,
- lancement d'un programme d'alphabétisation fonctionnelle et d'acquisition de connaissances de base, « Apprendre à se prendre en charge »,
- lancement d'une initiative « Gérons notre quartier » - assemblées féminines consultatives auprès des exécutifs des CTD, promotion de la coopération féminine, gestion des équipements urbains ;
- promotion des activités génératrices de revenus (AGR) (appui aux groupements et associations de femmes pour leur accessibilité aux ressources matérielles et financières).

▪ *Promouvoir l'emploi des jeunes et leur insertion sociale et professionnelle*

- création d'emplois jeunes dans le cadre de grandes initiatives nationales en matière d'alphabétisation des adultes et de lutte contre la désertification ;
- lancement de programmes d'installation de jeunes diplômés dans l'agriculture, l'élevage, le tourisme et l'environnement ;
- renforcement des capacités de l'Agence pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes (APEJ) : TIC, portail internet, plateformes "stages" et "emplois", forums « emplois ».

▪ *Promouvoir une nouvelle politique culturelle basée sur le développement intégral de l'homme*

- protection du patrimoine culturel ;
- développement des infrastructures culturelles (maisons de la culture, musées régionaux, grande bibliothèque, bibliothèques municipales et régionales, établissements de formation) ;
- appui à la production cinématographique et de téléfilms valorisant nos valeurs culturelles ;
- sauvegarde des manuscrits de Tombouctou (transcription, traduction, publication, recherche, enseignement, édition) ;
- appui à l'action culturelle (appui à la création, promotion d'évènements culturels : festivals, rencontres culturelles) ;
- protection des droits liés à la propriété artistique.

Axes	Objectifs	Mesures	Périodes	Ministère responsable	Autres Ministères/ Structures impliqués
Mise en place d'institutions fortes et crédibles	Lutter contre la corruption et l'impunité	Accroissement des moyens humains et matériels des structures d'audit et de contrôle	2013-2014	MEF	Tous ministères
		Renforcement du contrôle des collectivités territoriales décentralisées (CTD)			Tous ministères
		Adoption de mesures visant à renforcer la culture de la transparence et de durcissement des sanctions contre la corruption	2013-2014	MJ	Tous ministères
		Création d'un organe central de lutte contre la corruption	2013-2015		
		Mise en place d'un système de transparence de la gestion des affaires publiques et d'accès à l'information		MCNTI	
		Renforcement de la tenue de la comptabilité matière dans les administrations publiques et parapubliques	2013-2014	MEF	Tous ministères
		Lancement de l'informatisation des processus administratifs	2014-2015	MCNTI	
		Mise en place de mécanismes d'écoute et de traitement des informations fournies par les citoyens	2014-2015	MJ	Tous ministères
	Refonder les administrations publiques	Mise en œuvre d'un programme d'allègement et de simplification des formalités et des procédures administratives publiques	2013-2014	MFP	Tous ministères, CDI
		Mise en place d'une plateforme d'évaluation des politiques	2013-2015	MPP	
		Egalité de traitement des usagers	2013-2018	CDI (Primature)	
		Elaboration et mise en œuvre de codes d'éthique et de déontologie des agents publics	2013-2018		Tous ministères

Axes	Objectifs	Mesures	Périodes	Ministère responsable	Autres Ministères/ Structures impliqués
Mise en place d'institutions fortes et crédibles	Réhabiliter l'institution judiciaire	Mise en place d'un programme de formation continue des magistrats	2013-2018	MJ	
		Introduction des TIC dans le fonctionnement de la justice (transparence et accès)	2013-2014		
		Renforcement des organisations de la société civile (OSC) spécialisées dans l'assistance juridique aux citoyens			
		Ouverture des professions juridiques et judiciaires à une culture de la performance notamment par l'identification de critères sur les délais	2013-2015		
		Publication des décisions de justice en vue de rendre aisée leur consultation	2013-2018		
		Mise en œuvre de la carte judiciaire : - Accroissement du nombre de tribunaux du commerce et de tribunaux du travail ; - Mise en place de la collégialité au niveau des juridictions			
		Instauration de la motivation systématique des décisions de justice	2014-2016		
		Renforcement des sanctions contre les magistrats convaincus de corruption et de prévarication	2014		
		Renforcement des corps de contrôle de la magistrature			
		Développement de l'arbitrage			
	Promotion de la médiation et de la conciliation	2014-2015			
	Approfondir la décentralisation	Organisation des Etats généraux sur la décentralisation	2013	MAT	Tous ministères
		Organisation du retour et de la réinstallation des populations déplacées et réfugiées	2013-2014		
		Elaboration et mise en œuvre des structures d'un cadre national d'orientation du Développement Economique Régional (DER) ; Renforcement du financement du DER à travers la mise en place de contrats-plans Etat-Région	2013-2017		
		Elaboration des plans triennaux de transfert de compétences et de ressources et suivi de leur mise en œuvre	2013-2014		

Axes	Objectifs	Mesures	Périodes	Ministère responsable	Autres Ministères/ Structures impliqués
Mise en place d'institutions fortes et crédibles	Approfondir des instruments de la démocratie participative	Mise en œuvre d'une charte du débat public	2014-2015	MAT	
		Elaboration et mise en œuvre d'un programme de renforcement des compétences techniques des élus et des structures de l'Assemblée Nationale (AN)	2014		MJ
		Amélioration des infrastructures physiques du Parlement en vue d'accroître sa fonctionnalité	2014-2015		
		Création d'un mécanisme institutionnel de dialogue entre l'Etat et les organisations de la société civile (OSC)			
		Révision de la Constitution à l'effet de reformuler l'équilibre des pouvoirs qu'elle organise	2014-2016		MJ
		Organisation des élections législatives, communales et partielles	2013-2014		
	Réformer le processus et le système électoral	Mise en place d'un organe unique, le centre national des élections (CNE)	2014-2016		
		Délivrance d'une carte d'identité biométrique à chaque électeur	2015-2017		
	Recouvrer une position forte dans un environnement international en mutation	Restauration du prestige et de l'influence de la diplomatie malienne	2013-2018	MAECI	
		Promotion de la diaspora malienne respectée et actrice du développement de la Nation		MME	
		Elaboration de la politique nationale d'intégration africaine	2014-2015	MAECI	
		Structuration d'une stratégie de promotion et d'animation du co-développement, notamment à travers la mise en œuvre de thèmes transversaux de coopération (eau, électrification, microfinance, etc.), formulés dans le cadre d'assises de la coopération décentralisée	2014-2015	MAT	
		Renforcement des capacités de valorisation des ressources de la diaspora, au bénéfice du pays		MME	
		Lancement de « Diaspora bonds »	2014		
		Mobilisation de l'épargne des migrants	2013-2018		
		Promotion des activités culturelles de la diaspora (Mali, Mauritanie, Sénégal)	2014-2018		

Axes	Objectifs	Mesures	Périodes	Ministère responsable	Autres Ministères/ Structures impliqués
Restauration de la sécurité des personnes et des biens sur l'ensemble du territoire national	Reconstituer une capacité de défense de l'intégrité du territoire	Elaboration d'une loi de programmation militaire sur un horizon quinquennal	2014-2015	MDAC	
	Garantir la sécurité intérieure des biens et des personnes	Actualisation du cadre légal de la lutte contre les trafics illicites et le crime organisé	2013-2014	MJ	MS
		Création d'unités opérationnelles de lutte contre les trafics illicites et le crime organisé		MS	MJ
		Création d'une Cellule de pilotage de la lutte contre le crime organisé et la drogue			
		Accroissement des moyens humains et opérationnels du Pôle économique et financier	2014		
		Développement de la coopération multinationale, binationale et régionale en matière de sécurité	2013		MJ
		Création d'une cellule de prévention du crime et de réduction de la demande de drogue	2013-2015		
		Mise en œuvre d'un programme de formation et de mise à niveau des organismes assujettis	2013		
		Création d'un centre de documentation sur les trafics illicites et la lutte contre la drogue	2013-2014		
		Accroissement des moyens humains opérationnels de la Cellule Nationale de Traitement des Informations Financières (CENTIF), du Bureau du Vérificateur Général (BVG) et du Pôle économique et financier (PEF)	2013-2015	MEF	

Axes	Objectifs	Mesures	Périodes	Ministère responsable	Autres Ministères/ Structures impliqués
Mise en œuvre d'une politique active de réconciliation nationale	Reconstruire les fondations d'une réconciliation nationale	Mise en place d'une Commission Vérité, Justice et Réconciliation	2013	MRNDRN	MJ
		Lancement du processus de négociation avec les acteurs de la rébellion			
		Elaboration et mise en œuvre d'un Programme de Développement Accéléré du Nord (PDAN)	2013-2014		MEF
		Mise en œuvre de la justice transitionnelle (nationale et internationale)	2013-2018	MJ	MRNDRN
		Mise en place un fonds de Cohésion et de Solidarité (FCS), instrument financier du Programme de Développement Accéléré du Nord (PDAN)	2013-2014	MRNDRN	MEF
		Promotion des conditions d'une paix durable	2013-2018		
		Maintien de la cohésion entre toutes les composantes de la société			Tous ministères
		Redéploiement du personnel judiciaire		MJ	
	Apporter une solution définitive aux problèmes du Nord	Etablissement d'un Plan finalisé et détaillé de retour effectif dans les Régions de Tombouctou, Gao, Kidal et une partie des Régions de Ségou et de Mopti des Sous-préfets, en mettant notamment l'accent sur la mise en place, au niveau Arrondissement, des unités organiques légales et réglementaires de la Garde Nationale plus étoffées et réadaptées aux conditions sécuritaires.	2013	MAT	MS, MDAC, MPP, MRNDRN, PNUD et autres PTF
		Création de nouvelles régions administratives	2013-2015	MAT	MRNDRN
Erection des régions du Nord en zone spéciale de développement économique		MRNDRN		MEF	
Reconstruction de l'école malienne	Développer la petite enfance (PE) et l'éducation préscolaire (EP)	Amélioration de la qualité de l'éducation préscolaire	2013-2018	MEN	MC
		Construction d'infrastructures de la petite enfance			
		Amélioration de la gestion de l'éducation préscolaire			
		Amélioration de la qualité de l'éducation spéciale			MC
		Amélioration de l'accès à l'éducation spéciale			

Axes	Objectifs	Mesures	Périodes	Ministère responsable	Autres Ministères/ Structures impliqués
Reconstruction de l'école malienne	Revaloriser la fonction enseignante	Elaboration d'une charte de déontologie de l'enseignant	2013-2014		
		Respect des charges horaires et de la moralisation des heures supplémentaires	2013-2018		
		Adoption des mesures incitatives pour promouvoir l'excellence			
		Mise en œuvre d'un programme de formation continue et de requalification			
		Mise en œuvre d'un programme d'accès au logement pour les personnels enseignants			
	Rationaliser la gestion administrative du personnel enseignant	Identification biométrique des enseignants	2014	MEN	
		Transparence dans les mouvements de personnel enseignant			MESRS, MEF
	Moderniser les programmes d'enseignement	Organisation d'un séminaire d'évaluation de la pédagogie convergente	2103-2018		
		Relecture des documents du curriculum (mise en place d'un dispositif d'accélération de la généralisation du curriculum)			
		Relecture et validation du curriculum de l'enseignement normal (mise en œuvre du nouveau curriculum de l'Enseignement normal y compris celui de l'Ecole de Formation des Maîtres préscolaires (EFM/Préscolaire))			
	Renforcer les infrastructures du réseau scolaire	Développement des cantines scolaires	2013-2015		
		Etablissement et mise en œuvre d'un programme de construction, de réhabilitation et d'équipement des structures scolaires	2013-2014		
	Développer l'enseignement des sciences, techniques et technologies	Mise en place de modules d'approfondissement dans les matières scientifiques, dans le cadre d'un programme national d'excellence			

Axes	Objectifs	Mesures	Périodes	Ministère responsable	Autres Ministères/ Structures impliqués
Reconstruction de l'école malienne	Développer l'enseignement des sciences, techniques et technologies	Révision des programmes d'enseignement dans tous les ordres	2013-2014	MEN/MESRS	
		Promotion de l'éducation scientifique et technologique aux différents niveaux de l'enseignement fondamental	2013-2018	MEN	
	Rétablir une exigence de qualité minimale pour l'enseignement fondamental	Renforcement du contrôle des institutions privées d'enseignement accréditées	2013-2015		
	Améliorer la fréquentation scolaire de l'enseignement fondamental	Instauration de la gratuité effective de l'école fondamentale	2013-2018		
		Lancement d'un plan « qualité » de l'école fondamentale-allongement des temps d'écolage, classes homogènes par niveau, matériel pédagogique, formation des maîtres, renforcement des inspections d'académie, évaluation de niveau des élèves, projet d'établissement	2013-2015		
	Développer l'enseignement secondaire général	Amélioration de la qualité de l'enseignement secondaire général	2013-2018		
		Amélioration de l'accès au secondaire général par la construction et l'équipement d'infrastructures			
		Amélioration de la gestion de l'enseignement secondaire général			
	Développer l'enseignement technique et professionnel	Amélioration de la qualité de l'enseignement technique et professionnel	2013-2018		
		Amélioration de l'accès à l'enseignement technique et professionnel par la construction et la réhabilitation d'infrastructures			
		Amélioration de la gestion de l'enseignement des établissements d'enseignement technique et professionnel publics et privés			

Axes	Objectifs	Mesures	Périodes	Ministère responsable	Autres Ministères/ Structures impliqués
Reconstruction de l'école malienne	Développer les formations qualifiantes au niveau de l'enseignement secondaire général	Mise en place d'un conseil consultatif de la formation professionnelle	2013-2014	MEN	
		Mise en place un partenariat pédagogique et financier avec les organisations représentatives du secteur privé			
		Organisation, avec le secteur privé, de l'évaluation des formations professionnelles existantes			
	Développer l'éducation non formelle	Amélioration de la qualité de l'éducation non formelle	2103-2018		
		Accroissement de la capacité d'accueil des structures de l'éducation non formelle			
		Mise en place des mécanismes de communication et de sensibilisation			
	Mettre en œuvre « Gestion/Déconcentration/ Décentralisation/ Planification participative de l'Education »	Accompagnement des Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD) dans l'exercice des compétences transférées	2013-2018		
		Renforcement des capacités de communication du département	2013-2015		
		Mise en place d'outils de suivi/évaluation et de rapportage (revues à mi-parcours, missions conjointes, audit interne...) aux niveaux central, décentralisé et déconcentré			
		Mise en place des outils d'aide à la prise de décision (tableaux de bord, outils de requête pour l'analyse multidimensionnelle pour tous les ordres d'enseignement)	2013-2014		
		Opérationnalisation de l'Inspection Générale de l'Education Nationale (IGEN)			
		Amélioration de la gestion des ressources humaines du secteur éducation			
Améliorer la qualité de l'enseignement supérieur	Amélioration de l'accès à l'enseignement supérieur par la construction et l'équipement d'infrastructures	2013-2018	MESRS		
	Recrutement et formation d'agents spécialisés dans l'administration scolaire et universitaire	2014			

Axes	Objectifs	Mesures	Périodes	Ministère responsable	Autres Ministères/ Structures impliqués
Reconstruction de l'école malienne	Améliorer la qualité de l'enseignement supérieur	Amélioration de la gouvernance du secteur de l'enseignement supérieur	2013-2018	MESRS	
		Création de pôles universitaires régionaux à Sikasso, Mopti et Tombouctou			MEN, MDR, MEF, MIM, MDEAF
Construction d'une économie émergente	Maintenir la stabilité du cadre macroéconomique	Relèvement du taux de pression fiscale à 17% (0,5% par an du PIB)	2014-2017	MEF	
		Amélioration de la gestion de la trésorerie et la qualité de la dépense publique			
		Consolidation de la politique d'endettement			
	Coordonner les actions de développement ; suivre et évaluer les politiques, stratégies, programmes et projets de développement	Analyse-efficacité des politiques publiques en cours	2014	MPP	Tous ministères
		Institutionnalisation d'une revue triennale des politiques publiques	2017		
	Renforcer les structures, méthodes et outils de planification et de gestion du développement	Construction et équipement des structures de planification aux niveaux régional et subrégional	2013-2018		Tous ministères
		Elaboration d'outils pour la spatialisation des projets/programmes de développement	2014-2018		Tous ministères
		Mise en place des outils/méthodes de veille prospective au sein de la Direction Nationale de la Planification du Développement (DNPD) et des Cellules de Planification et de Statistique (CPS)	2013-2018		Tous ministères
		Elaboration d'un répertoire des politiques et stratégies sectorielles	2014-2015		
		Elaboration du répertoire de tous les outils de planification par niveau au Mali (TDR à élaborer en 2013)	2013-2014		

Axes	Objectifs	Mesures	Périodes	Ministère responsable	Autres Ministères/ Structures impliqués	
Construction d'une économie émergente	Appuyer la mise en œuvre de la Politique Nationale d'Aménagement du Territoire (PNAT)	Réalisation de l'étude sur le renforcement du cadre législatif et réglementaire de l'Aménagement du Territoire (AT)	2013-2014	MPP	Tous ministères	
		Renforcement du cadre législatif et réglementaire de l'Aménagement du Territoire	2014-2018			
		Réalisation de l'étude sur le guide méthodologique d'élaboration des schémas d'aménagement du territoire (SAT)	2013			
		Réalisation de l'étude sur le guide de suivi-évaluation des activités de l'Aménagement du Territoire	2013-2014			
		Actualisation et amélioration de la Politique Nationale d'Aménagement du Territoire (PNAT)	2015			
	Elaborer et diffuser le Schéma National d'Aménagement du Territoire (SNAT)	Mise en place du processus d'élaboration du Schéma National d'Aménagement du Territoire (SNAT)	2014			
	Suivre la mise en œuvre du Schéma National d'Aménagement du Territoire (SNAT)	Elaboration d'un Plan de suivi de la mise en œuvre du Schéma National d'Aménagement du Territoire (SNAT)	2016-2018			
	Appuyer l'élaboration des Schémas Régionaux d'Aménagement du Territoire (SRAT) des Régions du Nord	Elaboration des Schémas Régionaux d'Aménagement du Territoire (SRAT) des Régions de Tombouctou, Gao et Kidal	2014-2016			Tous ministères

Axes	Objectifs	Mesures	Périodes	Ministère responsable	Autres Ministères/ Structures impliqués
Construction d'une économie émergente	Renforcer le Système d'Information Géographique (SIG) de l'Aménagement du Territoire	Elaboration d'une base de données à référence spatiale sur l'Aménagement du Territoire	2014-2018	MPP	Tous ministères
	Appuyer l'élaboration et la mise en œuvre du Schéma d'Aménagement du Territoire (SAT) aux différents territoriaux et sectoriels	Réalisation de missions d'appui auprès des Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD) et des services sectoriels			
	Veiller à la prise en compte des variables démographiques dans les plans et programmes de développement	Révision de la Politique Nationale de la Population (PNP) Elaboration et mise en œuvre des Programmes d'Action et d'Investissement Prioritaires en matière de Population (PAIPP)	2014-2015		Tous ministères

Axes	Objectifs	Mesures	Périodes	Ministère responsable	Autres Ministères/ Structures impliqués
Construction d'une économie émergente	Evaluer l'impact prévisionnel à court, moyen et long termes de l'Accord de Partenariat Economique entre l'Union Européenne et les Etats de l'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (APE) sur le secteur privé en général et sur celui des industries agro-alimentaires en particulier	Evaluation de l'impact de l'Accord de Partenariat Economique (APE) entre l'Union Européenne et les Etats de l'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique sur le secteur privé en général et sur celui des industries agro-alimentaires en particulier	2013	MPP	MEF, MC
	Contribuer au renforcement des capacités d'analyse, de formulation, de suivi et d'évaluation des politiques publiques dans les secteurs publics et privés et des organisations de la société civile	Formulation d'un nouveau document de projet du Centre d'Etudes et de Renforcement des Capacités d'Analyse et de Plaidoyer (CERCAP)	2014		Tous ministères

Axes	Objectifs	Mesures	Périodes	Ministère responsable	Autres Ministères/ Structures impliqués	
Construction d'une économie émergente	Renforcer la fonction statistique	Elaboration du Schéma Directeur de la Statistique 2 ^{ème} Génération (SDS-II)	2013-2014	MPP	Tous ministères	
	Développer les infrastructures pour accroître la compétitivité globale de l'économie	Elaboration d'un plan de développement des télécommunications (infrastructures, distribution, tarification)		2013-2014	MCNTI	
		Elaboration d'un plan de développement de l'accès à l'internet (débits, tarification)				
		Définition d'une stratégie nationale pour la société de l'information et l'économie numérique (réglementation, concurrence, code des investissements, technopole, initiatives sectorielles, formation, gouvernement numérique)				
		Elaboration d'un plan d'extension du réseau routier (désenclavement intérieur, accès aux ports, gestion des entrepôts portuaires)	2013-2014	MET		
		Rénovation du programme de maintenance du réseau routier				
		Elaboration d'un Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme (SDAU) de Bamako et d'un programme d'amélioration de la mobilité urbaine (train de banlieue, voies sur berge, désencombrement du centre-ville, etc.)				
		Lancement d'un programme de renouvellement progressif du parc automobile	2013-2018	MET		
		Formulation et mise en œuvre d'une politique de professionnalisation des acteurs du transport routier				
		Mise en place d'une plateforme d'étude sur la navigabilité du fleuve Niger	2014		MEH	
		Aménagement de plateformes logistiques et de ports secs sur les corridors régionaux, à l'entrée des villes et du pays	2013-2015			
		Elaboration d'un plan de développement des ressources humaines (RH) du secteur des infrastructures	2013-2014			

Axes	Objectifs	Mesures	Périodes	Ministère responsable	Autres Ministères/ Structures impliqués
Construction d'une économie émergente	Développer les infrastructures pour accroître la compétitivité globale de l'économie	Elaboration et mise en œuvre d'un programme d'urgence d'appui au secteur privé	2013-2014	MEF	
		Elaboration d'un plan des programmes de mise à niveau des entreprises privées			
		Renforcement du cadre de financement du secteur de l'énergie	2013-2014	MEH	
		Elaboration d'un plan d'accroissement de la disponibilité énergétique : - Augmentation de la production hydroélectrique : revue des potentialités existantes et programmation de leur mise en valeur ; - Réduction des pertes sur les réseaux électriques (plan d'actions) ; - Optimisation du mix énergétique	2013-2016		
		Relance des travaux de rénovation et d'aménagement de l'aéroport de Bamako	2014-2015	MET	
		Mise en place d'un conseil interministériel sur l'amélioration du climat des affaires	2013	MEF	MJ, MC, MIM
		Mise en place d'un conseil interministériel sur le financement de l'économie			
		Mise en place d'un conseil interministériel sur la promotion de l'inclusion financière			
		Lancement de la mise en place d'une fondation de l'entreprise	2013-2014		
		Mise en place d'un fonds d'investissement pour le développement économique et social	2013-2015		
		Mise en place d'un fonds pour les générations futures	2014-2015		
		Mise en place d'un groupe de travail sur la mise à jour du livre foncier (notamment à Bamako)	2013-2015	MDEAF	

Axes	Objectifs	Mesures	Périodes	Ministère responsable	Autres Ministères/ Structures impliqués
Construction d'une économie émergente	Assurer la disponibilité de l'énergie à faible coût	Réalisation de la centrale hydroélectrique de Kénié : renforcement de la capacité de production du système interconnecté national de 42 MW	2013-2018	MEH	MEF, MET, MAECI, MEA
		Aménagement de Taoussa : - Construction du barrage, de la centrale électrique, des postes, lignes et de la route Gao-Bourem-Taoussa ; - Aménagement hydro-agricoles ; - Construction de la cité d'exploitation du barrage ; - Plan de gestion environnemental et social (PGES)			MEF, MET, MEA
		Réalisation de la centrale hydroélectrique de Férou dans le cadre de l'OMVS : Renforcement de la capacité de production du système interconnecté national de 27 MW	2009-2013		
		Extension de la centrale hydroélectrique de Sotuba II : Renforcement de la capacité de production du système interconnecté national de 5 MW	2013-2017		MEF, MET, MAECI, MEA
		Extension de la capacité de production de la centrale thermique au fuel lourd de Balingué (BID 45 MW) : Renforcement de la capacité de production du système interconnecté national de 23 MW	2013-2016		MEF, MET, MAECI
		Mise en œuvre du Programme Pilote pour la Valorisation à grande Echelle des Energies Renouvelables au Mali (SREP/MALI) : Réalisation de projets d'énergies renouvelables	2013-2018		MEF, MET, MEA
		Installation d'équipements d'énergies renouvelables en milieu rural dans le cadre du Projet d'Electrification Villageoise par Système d'Energie Solaire (PEVES) et du Programme d'Energies Nouvelles et Renouvelables pour l'Avancement des Femmes (PENRAF)			MEF, MET, MAECI, MEA

Axes	Objectifs	Mesures	Périodes	Ministère responsable	Autres Ministères/ Structures impliqués
Construction d'une économie émergente	Assurer la disponibilité de l'énergie à faible coût	Electrification rurale à travers le Projet Energie Domestique et Accès aux Services de Base en milieu rural (PEDASB) : Electrification de 14 nouvelles localités	2013-2014		MEF, MEA
		Projet d'Appui au Secteur de l'Energie (PASE) : - Renforcement et extension du réseau de transport et de distribution d'EDM-SA ; - Efficacité énergétique et gestion de la demande ; - Appui institutionnel et renforcement de capacités dans le Secteur de l'Energie	2009-2015		MEF, MET, MAECI, MEA
		Poursuite de la construction de la ligne 63 KV Ségou Markala-Niono			
		Construction de la ligne Sikasso-Bougouni-Bamako (2 ^{ème} phase de l'interconnexion Côte d'Ivoire/Mali) dans le cadre de l'interconnexion Ghana-Burkina Faso-Mali	2013-2017		MEF, MET, MEA
		Réalisation du Centre National de Conduite (Centre de dispatching de Bamako)	2013-2016		MEF, MET, MAECI
	Développer les infrastructures de transport	Construction de magasins et terre-plein dans les entrepôts maliens (EMACI, EMAGUI, EMABE)	2014-2015	MET	
		Entretien de 14 500 km de route par an dans le cadre du Programme d'entretien	2013-2018		
		Entretien de 9 000 km de pistes rurales en zones CMDT/OHVN			MEF, MDR
		Construction ou réhabilitation de 1 400 km de route	2013-2016		MEF
		Redémarrage des travaux de voiries urbaines suspendus du fait de l'insécurité	2013-2015		
		Construction du pont sur le fleuve Niger à Koulikoro et des ponts sur le Bafing et le Baoulé à Bafoulabé	2013-2016		

Axes	Objectifs	Mesures	Périodes	Ministère responsable	Autres Ministères/ Structures impliqués		
Construction d'une économie émergente	Développer les infrastructures de transport	Construction d'un échangeur à Ségou au carrefour de Markala	2015-2017	MET	MEF, MAECI		
		Construction d'un parking avions avec puits d'avitaillement en carburant et d'une bretelle	2014-2015				
		Réalisation des études relatives : - à la mobilité urbaine à Bamako ; - à la réalisation de l'aire de repos de Diéma ; - au renouvellement du parc de véhicules commerciaux ; - à la mise aux normes des véhicules selon le Règlement N°14 de l'UEMOA ; - à la construction de 6 quais fluviaux à Ségou, Macina, Youwarou, Gourma-Rharous, Ansongo et Diré ; - aux conditions d'exploitation du transport fluvial artisanal ; - à la sécurisation des embarcations fluviales ; - à la fiscalité et parafiscalité dans le secteur des transports routiers ; - à la professionnalisation des entreprises de transport	2013-2014				
		Redémarrage des travaux de bitumage de la route Niono-Tombouctou	2014-2018		MAECI		
		Mise à 2X2 voies de la voie d'accès du 3 ^{ème} Pont à la RN6 et construction d'un échangeur à Yirimadio	2015-2018		MEF, MAECI		
		Développer l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC)	Elaboration du document de stratégie de communication gouvernementale		2013-2014	MCNTI	Tous ministères
			Diversification de l'offre audiovisuelle nationale : - Création de 5 chaînes privées de TV à diffusion nationale ; - Création de chaînes privées de TV à diffusion régionale/locale (une chaîne par région, phase-test)		2014-2016		MAT, MS, MEF, CSC
	Création de nouvelles chaînes publiques TV		2014-2016	MEF, MAT, MCult			
	Acquisition d'une nouvelle imprimerie moderne au profit de l'Agence Malienne de Presse et de Publicité (AMAP)		2014-2015	MEF			
	Acquisition d'une capacité de connexion de 200 Méga bit/seconde		2013-2018	Tous ministères			

Axes	Objectifs	Mesures	Périodes	Ministère responsable	Autres Ministères/ Structures impliqués
Construction d'une économie émergente	Développer l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC)	Formation et sensibilisation des usagers (décideurs, cadres de l'administration et citoyens)	2013-2018	MCNTI	
		Poursuite de la construction de réseaux en fibre optique			
		Elaboration d'une nouvelle déclaration de politique sectorielle des télécommunications	2013-2016		MEF, AMRTP
		Elaboration d'une stratégie d'accès à l'internet haut débit	2013-2018		Tous ministères
		Accélération de la modernisation et renforcement de la compétitivité de l'opérateur public postal	2013-2015		MEF
	Faire du Mali une puissance agricole exportatrice à l'horizon 2018	Elaboration d'un programme national d'aménagement hydro-agricole (maîtrise partielle et totale de l'eau)	2013-2014	MDR	
		Elaboration d'un programme national de pistes rurales			
		Elaboration d'un programme national de mise en place d'infrastructures de stockage et de conservation			
		Elaboration d'un programme national de mise en place d'infrastructures de commercialisation			MC
		Promotion de la production nationale d'engrais phosphatés	2013-2015		
		Amélioration et contrôle de la qualité des engrais importés	2013-2014		
		Mise en œuvre d'une politique transparente de subvention des engrais	2013-2018		
		Elaboration d'un programme national de promotion de la mécanisation	2013-2014		
		Alphabétisation des exploitants et aide à la gestion dans la zone Office du Niger (Office du Niger)	2013-2015		
		Développement de la mécanisation (productivité) dans la zone Office du Niger	2013-2018		

Axes	Objectifs	Mesures	Périodes	Ministère responsable	Autres Ministères/ Structures impliqués
Construction d'une économie émergente	Faire du Mali une puissance agricole exportatrice à l'horizon 2018	Adoption de décortiqueuses à rouleaux dans la zone Office du Niger	2013-2015	MDR	
		Entretien et réalisation de réseaux d'irrigation et de drainage dans la zone Office du Niger	2013-2018		
		Introduction de nouvelles cultures à haute valeur ajoutée et développement du maraîchage dans la zone Office du Niger	2013-2015		
		Exclusion des propriétaires absents de la zone Office du Niger	2013-2014		
	Assurer la promotion de l'élevage	Organisation des éleveurs en coopératives (mutualisation de coûts et partage de bonnes pratiques) et renforcement de leurs capacités	2013-2015		
		Accroissement du nombre d'abattoirs et de structures de conservation			
		Construction de marchés de bétail	2013-2014		
		Facilitation de l'accès au crédit des différents segments des chaînes de valeurs	2013-2015		
		Mise en place de plateformes et de canaux d'informations sur les marchés (produits laitiers et viande)			
		Développement du recours à des intrants de qualité	2013-2014		
		Développement d'une politique de recherche et dissémination des résultats (génétique, santé, nutrition, reproduction)	2013-2015		
		Renforcement des services de vulgarisation des bonnes pratiques de santé animale	2013-2014		
		Lutte contre les grandes endémies	2013-2018		
		Reconstitution des pâturages naturels	2013-2014		
		Multiplication des points d'eau sur les parcours de transhumance	2013-2018		

Axes	Objectifs	Mesures	Périodes	Ministère responsable	Autres Ministères/ Structures impliqués
Construction d'une économie émergente	Mettre en œuvre une nouvelle Politique de développement rural basée sur les pôles de développement rural et périurbain et la promotion d'un nouveau type d'entrepreneur agricole	Réalisation d'aménagements hydro-agricoles dans de bassins hydrographiques et les différents aquifères : - Aménagement de 62 000 ha de rizière ; - Réalisation de 30 000 ha de périmètres de cultures fourragères ; - Poursuite des aménagements de terres à l'Office du Niger	2014-2018	MDR	MEF, MEA, MEH, MAT
		Restauration de parcours pastoraux et de pâturages : - Réalisation de 21 périmètres et aires pastorales de 400 000 ha ; - Etablissement de 300 conventions locales de gestion des pâturages ; - Aménagement de 20 pêcheries ; - Etablissement de 20 conventions locales de gestion de pêcheries			MEF, MEA, MAT
		Elaboration et mise en œuvre d'un plan de formation de masse et d'alphabetisation des producteurs agricoles			MEF, MEN, MESRS, MEFP, MEA, MS, MPFFE
		Promouvoir le développement de l'agro-industrie			Renforcement des capacités de l'Agence pour la Promotion des Investissements (API), en vue de la coordination de l'appui au développement de l'agro-industrie
	Elaboration des programmes de mise à niveau et de développement des entreprises existantes		2013-2015		
	Renforcement des partenariats technologiques avec des pays émergents (Inde, Brésil, Malaisie)				
	Développement de grappes industrielles dans les bassins de production des pôles de compétitivité		2014-2018		
	Création de nouvelles zones industrielles		2015-2018		

Axes	Objectifs	Mesures	Périodes	Ministère responsable	Autres Ministères/ Structures impliqués	
Construction d'une économie émergente	Promouvoir le développement de l'agro-industrie	Identification de chaînes de valeur locales, régionales et globales à intégrer-produits laitiers, textile, fruits et légumes (mangue, échalote, tomate), cosmétiques, cuirs et peaux	2013-2015	MDR		
		Agrandissement des zones industrielles existantes				
		Structuration de deux pôles de compétitivité à l'Office du Niger (ON) et à Sikasso-Bougouni (agriculture, formation, recherche, agro-industrie) : - Parc agro-industriels ; - Centres de formation agricoles et techniques ; - Magasins de stockage ; - Chaîne de froid ; - Energie ; - Logistique				
		Elaboration d'un statut de « zone franche pour l'exportation »	2014-2015		MC	MEF, MIM
		Elaboration et mise en œuvre d'une Stratégie nationale de promotion des exportations	2013-2018			Tous ministères, SP
		Création de zones de compétence	2013-2017		MIM	MEF, MDR, SP
	Création de centres techniques dans le domaine de l'agroalimentaire, pour le cuir, des matériaux de construction, de la mécanique : Elaboration des termes de référence (TDR) ; Réalisation de l'étude de faisabilité ; Validation du rapport ; Construction des centres					
	Développer un tissu d'entreprises viables dans le secteur de l'industrie et des mines	Elaboration d'un cadre réglementaire pour organiser la sous-traitance	2013-2014			
		Développement des filières de soutien (transports, énergie, finances, communication, restauration) : Elaboration des TDR ; Réalisation des études ; Validation du rapport	2013-2017			
		Création de zones économiques spéciales	2013-2015			

Axes	Objectifs	Mesures	Périodes	Ministère responsable	Autres Ministères/ Structures impliqués
Construction d'une économie émergente	Améliorer la compétitivité des entreprises industrielles et minières	Réalisation d'études diagnostiques de restructuration et de mise à niveau des entreprises	2013-2014	MIM	
		Suivi de la mise en œuvre des plans de restructuration et de mise à niveau des entreprises	2013-2015		
		Mise en place d'une subvention pour soutenir les actions de formation des entreprises de sous-traitance	2014-2018		
		Création de l'Ecole Africaine des Mines (EAM)	2014-2017		
		Elaboration de normes nationales	2013-2014		
		Mise à jour des normes existantes			
		Identification de nouveaux domaines de normalisation			
		Création de nouveaux comités techniques			
		Réalisation d'un répertoire des normes nationales			
		Diffusion de normes pour des produits d'exportation ciblés			MC
		Elaboration de la Politique nationale de la Qualité	2013		
		Accompagnement des entreprises à la certification de produits ou services	2013-2018		
		Création de la marque nationale de conformité aux normes et préparation à l'accréditation de l'organisme de certification à la marque nationale	2013-2015		
	Promouvoir l'innovation et la culture entrepreneuriale	Création de centres incubateurs des projets dans les différentes filières	2014		
		Elaboration de la stratégie nationale de développement de la propriété intellectuelle			
		Organisation de foires, salons et concours de la créativité et de l'innovation	2013-2018		MC
		Evaluation technique de l'état actuel du secteur minier et des méthodes en cours pour l'administration des revenus miniers	2014		MEF, MEA, MEFP

Axes	Objectifs	Mesures	Périodes	Ministère responsable	Autres Ministères/ Structures impliqués
Construction d'une économie émergente	Renforcer la responsabilité, la transparence et l'efficacité	Installation du système cadastral et formation des utilisateurs de manière à enregistrer et gérer les licences minières conformément à la réglementation nationale	2014-2017	MIM	
		Facilitation de l'accès à l'information concernant les droits miniers	2014-2018		
		Durabilité et renforcement de la conformité de la gestion des droits miniers et des revenus associés, y compris les revenus fiscaux et les revenus liés à la production			
		Formalisation de l'adhésion au processus de Kimberley	2014-2015		
		Audit des sociétés minières, des contrats et des conventions des entreprises industrielles et minières			MEF, MEA, MEFP, MJ
		Etude sur la fiscalité minière	2014		MEF
	Faire du tourisme et de l'artisanat des vecteurs de stimulation de la croissance et du développement	Amélioration de la qualité de la formation des acteurs du tourisme	2014-2018	MATour	MEF, MEFP, Opérateurs du tourisme, MEA, MC, MEN, MESRS, MS, MAT, Coopération décentralisée
		Participation aux manifestations de promotion de l'artisanat et du tourisme (salons, foires, expositions)	2013-2018		
		Organisation de manifestations de promotion artisanale et touristique (salons, foires, expositions)			
		Accroissement de la productivité et de la compétitivité des entreprises artisanales et touristiques			
		Amélioration de la qualité de la formation des acteurs des secteurs de l'artisanat et du tourisme			

Axes	Objectifs	Mesures	Périodes	Ministère responsable	Autres Ministères/ Structures impliqués
Construction d'une économie émergente	Faire du tourisme et de l'artisanat des vecteurs de stimulation de la croissance et du développement	Instauration d'une certification de la qualité des prestations de services artisanales et touristiques	2013-2018	MATour	
		Mise en place d'un service d'accueil des touristes à l'aéroport de Bamako	2014		
		Diversification des produits touristiques	2013-2018		
		Mise en place d'infrastructures d'appui à la croissance (villages artisanaux, centres de ressources professionnels)			
		Création d'un conseil supérieur du tourisme	2015		
	Développer et diversifier le secteur minier	Renforcement des programmes de recherche géologiques, d'inventaire et de cartographie de ressources	2014-2015	MIM	
		Révision des législations minière et pétrolière en vue de les simplifier et d'attirer les investisseurs directs étrangers (IDE)			
		Facilitation de la disponibilité des facteurs de production	2013-2017		MEF, MAT, MEH, MDR, MET, MJ, MEFP, MC
		Organisation des journées promotionnelles (minières, pétrolières et de l'investissement)			
	Promouvoir la participation des nationaux à l'activité minière	Création d'une filière technique de formation dans les métiers de la mine	2014-2015		
		Organisation de l'entrée de prestataires nationaux dans le secteur (forum de l'approvisionnement des mines, réseaux des sous-traitants, plateforme de la sous-traitance, formation professionnelle)	2014-2017		

Axes	Objectifs	Mesures	Périodes	Ministère responsable	Autres Ministères/ Structures impliqués	
Construction d'une économie émergente	Affecter principalement les revenus publics tirés de l'activité minière au financement d'investissements porteurs de croissance	Création d'un fonds pour les investissements de croissance abondé par les dividendes versés par les sociétés minières	2016		MEF	
		Organisation du désenclavement routier des régions minières	2014-2015	MET	MIM	
		Approvisionnement électrique approprié des régions minières		MEH	MIM	
		Elaboration et mise en œuvre d'une Stratégie de développement de l'orpaillage et de sécurisation des sites miniers	2014-2018	MIM	Tous ministères concernés	
	Promouvoir et encadrer la petite mine, accessible aux investisseurs nationaux, et l'orpaillage traditionnel	Mise en place d'un mécanisme de financement de la petite mine	2014-2017		MEF, Sociétés minières (SM)	
		Création de couloirs d'orpaillage			MEA, MAT, CT	
		Formalisation de l'adhésion au processus de Kimberly			MC, MAECI, MS, MAT, SM	
		Mise en place et opérationnalisation d'une structure de contrôle financier des sociétés minières				
	Développer les BTP de manière à ce qu'ils deviennent le stimulateur de la croissance	Fédération de tous les acteurs (architectes, entrepreneurs, etc.) dans le secteur des Bâtiments et Travaux Publics (BTP) en vue d'atteindre la taille critique et participer à la compétition régionale	2014-2018		ML	MET
		Rationalisation des structures d'intervention de l'Etat en un office unique, en vue d'optimiser les moyens d'action de l'Etat				
Elaboration d'un programme de dotation du pays en infrastructures (bâtiments administratifs, routes, ponts, barrages, équipements collectifs) dans le cadre d'une politique d'aménagement du territoire, organisant l'émergence de villes moyennes et de pôles de développement		MPP				

Axes	Objectifs	Mesures	Périodes	Ministère responsable	Autres Ministères/ Structures impliqués
Construction d'une économie émergente	Développer les BTP de manière à ce qu'ils deviennent le stimulateur de la croissance	Encouragement des grands groupes internationaux à associer des entreprises maliennes dans l'exécution des marchés publics	2013-2015	MEF	
		Promotion de la création d'usines de matériaux de construction : cimenteries, usine de marbre, usine de broyage de clinker, usine de chaux	2013-2018	MIM	
		Renforcement des capacités du Centre National de Recherche et d'Expérimentation pour le BTP (CNREX-BTP)		ML	MET
		Promotion du développement de structures de production artisanale de matériaux de construction			
	Donner une impulsion nouvelle au développement de l'artisanat en tant que secteur informel	Mise en place d'un mécanisme de financement des Petites et Moyennes Entreprises (PME) artisanales et touristiques	2015-2018	MATour	MEF
	Améliorer la qualité de l'environnement : Elaboration d'une vision globale, intégrée et cohérente en matière d'environnement	Intensification de lutte contre l'ensablement des cours et points d'eau, pâturages, habitations et voies de communication routière et fluviale	2013-2018	MEA	CT
		Mise en œuvre du plan d'action du cadre stratégique d'investissements pour la gestion durable des terres	2014-2018		Particuliers, ONG, CT,
		Promotion des filières des produits forestiers non ligneux (PFNL)			APCAM, Secteur privé (SP), Organisations féminines (OF)
		Protection du fleuve Niger et de son bassin versant	2014-2018		CT
		Mise en œuvre du plan quinquennal de reboisement	2013-2017		ONG, CT, Particuliers
Intensification des actions de lutte contre les feux de brousse et de la gestion durable des terres		2013-2018			

Axes	Objectifs	Mesures	Périodes	Ministère responsable	Autres Ministères/ Structures impliqués	
Construction d'une économie émergente	Améliorer la qualité de l'environnement : Elaboration d'une vision globale, intégrée et cohérente en matière d'environnement	Elaboration et mise en œuvre d'une stratégie de communication pour un changement de comportement dans le domaine de l'environnement	2014-2018	MEA		
		Développement de l'approche partenariat public-privé (PPP) dans la gestion des ressources naturelles	2014-2018			
		Mise en œuvre de mesures de protection de l'environnement dans les programmes sectoriels de développement	2014-2018		Tous ministères concernés	
		Elaboration d'un plan de prévention et de gestion des inondations et des catastrophes naturelles	2014-2015		Tous ministères	
	Mettre en place un cadre politico-institutionnel efficace de l'environnement	Actualisation de la Politique nationale de protection de l'environnement (PNPE)				
		Promotion de l'implication du secteur privé et des CTD dans la mise en œuvre de la PNPE	2013-2018			
		Création d'une agence nationale d'élimination des déchets spéciaux	2015-2018			
	Développer la coopération en vue de faciliter et d'accélérer les transferts de technologies en matière de développement durable	Participation à la promotion de la coopération sous-régionale dans le domaine de la maîtrise et de la gestion des ressources en eau	2014-2016		MEH	MAT, MEF, MAECI
	Créer les conditions pour une meilleure maîtrise de la croissance des villes	Elaboration de la Politique nationale de la ville (PONAV)	2013-2018		MUPV	Tous ministères
		Elaboration et mise en œuvre d'un Programme de reconstruction et de développement des villes du Mali (PRDVM)				
Dotation des villes en documents de planification urbaine adaptés						

Axes	Objectifs	Mesures	Périodes	Ministère responsable	Autres Ministères/ Structures impliqués
Construction d'une économie émergente	Créer les conditions pour une meilleure maîtrise de la croissance des villes	Planification de la mobilité urbaine à Bamako et anticipation pour les autres villes		MUPV	MET, ML, MAT, MDEAF, MS
		Spécialisation économique des villes dans le cadre de l'Aménagement du Territoire et de la régénération urbaine			Tous ministères
	Améliorer la gestion des déchets	Mise en œuvre du Plan d'urgence d'assainissement du District de Bamako : Evacuation des déchets solides au niveau de certains dépôts de transit	2014	MEA	
		Construction et entretien de 5 stations d'épuration des eaux usées et d'ouvrages annexes	2015-2018		CT
		Intensification de la construction d'ouvrages et d'infrastructures d'assainissement : - 250 km de caniveaux ; - 125 km de collecteurs ;	2014-2018		
		- 10 dépôts ; - 3 décharges finales ; - Achèvement de la décharge de Noumoubougou	2014-2018		
Mise en œuvre d'une politique active de développement social	Consolider le système national de protection sociale	Adoption d'une carte de santé unique numérisée et à identification biométrique pour tous les régimes y compris les gratuités légales	2013-2018	MTASH	
		Mise en place de dispositifs pour la couverture maladie universelle			MDR
		Traitement de toute la facturation par la Caisse Nationale d'Assurance Maladie (CANAM)			
		Accréditation des formations sanitaires avant la signature de toute convention			
		Ouverture du Régime d'Assistance Médicale (RAMED) à d'autres sources de financement que celle de l'Etat et des CTD			

Axes	Objectifs	Mesures	Périodes	Ministère responsable	Autres Ministères/ Structures impliqués
Mise en œuvre d'une politique active de développement social	Promouvoir le dialogue social	Actualisation des conventions collectives	2013-2018	MTASH	
	Améliorer les conditions de vie des personnes âgées	Mise en œuvre du plan d'actions en faveur des personnes âgées			Tous ministères
	Réduire la pauvreté en favorisant l'autopromotion des communautés	Mise en œuvre des projets à haut impact sur les capacités des communautés rurales			MPFFE, MDR, MJ, MEN
	Renforcer les capacités des organisations et des acteurs de l'économie sociale et solidaire	Mise en œuvre de la stratégie de renforcement des capacités des organisations et des acteurs de l'économie sociale et solidaire			MDR, MEF, MAT
	Veiller à la mise en place d'un cadre juridique et institutionnel approprié de prévention et d'intervention en cas de situation d'urgence et de catastrophes	Mise en œuvre du plan de contingence sociale			MJS
	Promouvoir une gestion axée sur les résultats	Redynamisation du système d'information sociale			

Axes	Objectifs	Mesures	Périodes	Ministère responsable	Autres Ministères/ Structures impliqués
Mise en œuvre d'une politique active de développement social	Moderniser le système de santé	Déconcentration et modernisation continue des établissements sanitaires de pointe dans le pays	2013-2018	MSHP	
		Poursuite de la construction et de l'équipement d'établissements sanitaires modernes dans les localités du pays ayant un déficit			
		Renforcement du rôle du ministère chargé de la santé et de l'hygiène publique en matière de régulation, de contrôle et de veille sanitaire			
		Instauration d'une obligation de suivi sanitaire et de compte rendu (rapport annuel sur l'état de la santé de la population)			MC
		Développement de mécanismes d'incitation à l'excellence et à la qualité			
		Mise en place de mécanismes d'évaluation de la qualité notamment par l'accréditation			
		Création d'une agence de régulation du financement des soins			
		Instauration d'un partenariat stratégique avec le secteur privé		MTASH	MSHP
		Développement d'un partenariat avec les organisations non gouvernementales (ONG)		MSHP	
		Définition d'une politique nationale de renforcement des capacités du secteur commercial de santé à travers des partenariats-publics-privés (PPP)			MC
		Fourniture d'une offre de soins accessible, de qualité et équitablement répartie			
		Modernisation de la gestion et des équipements des hôpitaux			
		Mise à jour de la carte sanitaire			
		Mise en œuvre de la Politique de développement des ressources humaines (RH) du secteur de la santé			
		Généralisation et rationalisation du régime d'aide médicale		MTASH	MSHP
		Développement de la télémédecine		MSHP	

Axes	Objectifs	Mesures	Périodes	Ministère responsable	Autres Ministères/ Structures impliqués
Mise en œuvre d'une politique active de développement social	Moderniser le système de santé	Renforcement des capacités des centres de santé communautaire (CSCOM) : Formation continue, gestion, TIC	2013-2018	MSHP	
		Résolution des problèmes de statut du personnel des CSCOM			
		Réforme de la politique de formation du personnel médical et paramédical			
		Réaffirmation du monopole de l'Etat en matière de délivrance de diplômes de santé			
		Définition d'un zonage pour l'implantation des structures de formation			
		Renforcement de la pertinence des programmes d'enseignement dans le domaine de la santé			
		Développement de la prévention, de la sécurité et de la veille sanitaire			
	Renforcer le système de soins	Consolidation du programme de remise à niveau (matériel, humain et financier) des formations sanitaires ayant subi des pillages et des dégradations pendant l'occupation			
		Médicalisation progressive des formations sanitaires sur l'ensemble du territoire			
		Extension de l'hôpital du Mali en vue d'en faire l'hôpital hautement spécialisé comme initialement prévu			
		Poursuite de la mise en œuvre de la réforme hospitalière			
		Garantie de l'approvisionnement du pays en médicaments essentiels sur l'ensemble du territoire			
		Renforcement de la participation des populations			
	Renforcer les grands programmes de santé publique	Amélioration de la santé de la reproduction			MJS
		Intensification de la lutte contre les maladies transmissibles			
		Intensification de la lutte contre les maladies non transmissibles			
Elaboration et mise en œuvre d'un grand programme d'information-éducation-communication (IEC)		MJS			

Axes	Objectifs	Mesures	Périodes	Ministère responsable	Autres Ministères/ Structures impliqués
Mise en œuvre d'une politique active de développement social	Mettre en place de nouveaux mécanismes de financement des actions de santé	Octroi par l'Etat et ses partenaires de subventions contractualisées afin d'assurer un tarif unique sur l'ensemble du territoire national	2013-2018	MTASH	
		Institution d'un forfait obstétrical et d'un forfait de l'enfant fortement subventionnés			
		Généralisation du tiers payant pour assurer l'accès aux soins de l'ensemble de la population			
		Décentralisation		MSHP	
		Contractualisation			
		Adaptation de la législation			
		Renforcement du contrôle interne et externe			
	Facturer le tarif réel	Facturation au coût réel des prestations de santé	2014-2018		
	Améliorer l'hygiène à tous les niveaux	Renforcement des missions et/ou du cadre institutionnel du service en charge de l'hygiène publique	2014-2018	MSHP	
		Accélération de la lutte contre le péril fécal et autres mauvaises pratiques d'hygiène			MUPV, MEA,
		Amélioration de l'hygiène hospitalière et de la gestion des déchets biomédicaux			
		Renforcement de l'hygiène des denrées alimentaires			MDR
		Contribution à la réduction de l'incidence des maladies d'origine hydrique par une meilleure hygiène de l'eau			MEH
	Développer l'accès à l'eau potable	Création d'équivalents points d'eau modernes (EPEM) en milieu rural : Réalisation de 3 930 EPEM	2014-2016	MEH	MAT, MEF, MEA, MSHP
Création d'équivalents points d'eau modernes en milieu urbain et semi urbain : réalisation de 465 adductions d'eau sommaires/adductions d'eau potable (AES/AEP) et 15 000 branchements					
Réhabilitation de points d'eau modernes (2 790 points d'eau)					
Renforcement des capacités des structures de l'Etat pour améliorer la qualité de l'offre de service public de l'eau		MEF, MEFP			

Axes	Objectifs	Mesures	Périodes	Ministère responsable	Autres Ministères/ Structures impliqués	
Mise en œuvre d'une politique active de développement social	Accroître la contribution des femmes au développement économique et social	Poursuite de la mise en œuvre de la Politique Nationale Genre	2013-2018	MPFFE	Tous ministères concernés	
		Promotion des activités génératrices de revenus (AGR) : - Organisation de foires, d'espaces d'échanges ; - Appui aux groupements et associations de femmes pour leur accessibilité aux ressources matérielles et financières			MC	
	Accroître la participation politique des femmes et le leadership féminin	Promotion du leadership transformatif intergénérationnel	2013-2015			
		Elaboration et adoption d'une loi sur le quota	2014		MJ, MAT	
	Promouvoir les valeurs familiales	Elaboration et mise en œuvre de la politique nationale de promotion et de protection de l'enfant	2013-2018			
		Elaboration et mise en œuvre de la politique nationale de promotion de la famille				
	Promouvoir l'accès au logement	Constitution de l'épargne nécessaire à l'accès à un financement bancaire, à travers des produits d'épargne réglementés	2013-2018		MEF	
		Mise en place d'incitations fiscales en faveur des prêts sociaux d'accès à l'habitat (abattements fiscaux en faveur de nouveaux prêts)				
		Constitution d'un fonds de garantie des prêts sociaux à l'habitat				
		Affectation, à des promoteurs sélectionnés, de terrains constructibles pour le logement social				
		Mise en place d'un mécanisme de prise en charge des demandes solvables dans les villes secondaires			ML	
		Réglementation des professions concourant à la production des logements sociaux, notamment celle de promoteur immobilier				

Axes	Objectifs	Mesures	Périodes	Ministère responsable	Autres Ministères/ Structures impliqués
Mise en œuvre d'une politique active de développement social	Promouvoir l'accès au logement	Définition des normes constructives compatibles avec une extension viable du parc immobilier (diversification des matériaux)	2013-2018	ML	
		Lancement d'un concours d'architecture sur le logement social	2014-2015		MUPV
	Faire de l'éducation un facteur décisif de la socialisation de la jeunesse	Renforcement des capacités des structures d'encadrement de la jeunesse	2014-2018	MJS	
		Création de maisons des jeunes (activités socio-éducatives et culturelles)			
		Lancement d'une « Carte jeune »	2014		
		Lancement d'un programme spécial de détection de jeunes champions (bourses d'études)			
		Développement des compétitions interscolaires et universitaires	2014-2018		
	Promouvoir l'emploi des jeunes et leur insertion sociale et professionnelle	Elaboration d'un statut de « Jeune professionnel »	2013-2014	MEFP	MJS
		Création d'emplois jeunes dans le cadre de grandes initiatives nationales en matière d'alphabétisation des adultes et de lutte contre la désertification	2013-2018		MJS
		Lancement de programmes d'installation de jeunes diplômés dans l'agriculture, l'élevage, l'artisanat, le tourisme et l'environnement	2014		MDR, MATour, MEA, MJS
		Renforcement des capacités de l'Agence pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes (APEJ) : TIC, portail internet, plateformes « stages » et « emplois », forums « emplois »	2013-2014		MJS
		Accueil de 100 000 jeunes déscolarisés ou non scolarisés dans les dispositifs d'apprentissage dont 30 000 filles	2013-2018		MEF, MEN, MESRS, MJS, MATour
		Professionnalisation de 15 000 jeunes sans emploi à travers des stages de qualification dans les entreprises publiques et privées dont 5 000 femmes			MEN, MJS, MATour

Axes	Objectifs	Mesures	Périodes	Ministère responsable	Autres Ministères/ Structures impliqués
Mise en œuvre d'une politique active de développement social	Faire de la formation professionnelle un facteur d'amélioration de la compétitivité des entreprises	Perfectionnement de 50 000 travailleurs des secteurs public et privé dont 15 000 femmes	2103-2018	MEFP	MEF
	Encourager les jeunes à la maîtrise accélérée des technologies de l'information et de la communication (TIC) afin de faciliter l'insertion dans le processus de mondialisation	Développement de l'apprentissage des TIC			
		Création d'un portail internet dédié à la jeunesse	2014	MJS	MCNTI
		Promotion de la compétitivité et d'une saine émulation	2014-2018		
	Promouvoir la santé et le bien-être des enfants et des adolescents	Organisation et développement de la médecine scolaire		MSHP	
		Organisation d'une semaine consacrée à la santé des jeunes		MJS	MSHP
	Promouvoir l'esprit de citoyenneté en vue de favoriser la participation efficace à la vie sociale et à la prise de décision	Elaboration, dans une approche participative, d'une charte de la jeunesse, déclinant les droits et devoirs de la jeunesse et les grandes orientations de la politique de la jeunesse	2014-2015		

Axes	Objectifs	Mesures	Périodes	Ministère responsable	Autres Ministères/ Structures impliqués
Mise en œuvre d'une politique active de développement social	Mettre en œuvre des politiques spécifiques en faveur des filles et jeunes femmes en vue d'assurer leur épanouissement	Lancement d'un programme de distinction des meilleurs élèves féminins, « Excellence au féminin », assorti de bourses d'excellence et de voyages d'études	2014	MPFFE	MJS, MEN
		Lancement d'un programme de prise en charge des jeunes filles déscolarisées, « L'Ecole de la deuxième chance »			MJS
		Lancement d'un programme d'alphabétisation fonctionnelle et d'acquisition de connaissances de base, « Apprendre à se prendre en charge »			MEN
		Lancement d'une initiative « Gérons notre quartier » - assemblées féminines consultatives auprès des exécutifs des CTD, promotion de la coopération féminine, gestion des équipements urbains			MUPV
	Développer la pratique sportive comme élément majeur de la formation de la personnalité individuelle et collective des maliens	Elaboration d'un document de politique nationale de développement et de promotion du sport	2014-2015	MJS	Tous ministères
		Création d'une agence nationale de développement du sport (ANDS)	2014-2015		
		Création d'un fonds de développement du sport, géré par l'ANDS	2014-2015		MEF
		Réhabilitation/construction d'infrastructures et installations sportives dans les communes, cercles et milieux scolaires et universitaires	2014-2018		MEN, MESRS, MAT,
		Professionnalisation des clubs			MEF, MIM, MC
		Instauration du partenariat public-privé dans le cadre du sponsoring			MEF, MIM, MC

Axes	Objectifs	Mesures	Périodes	Ministère responsable	Autres Ministères/ Structures impliqués
Mise en œuvre d'une politique active de développement social	Promouvoir une nouvelle politique culturelle sur le développement intégral de l'homme	Création d'une agence pour le développement culturel	2013-2014	MCult	
		Renforcement des capacités humaines et matérielles de l'Institut National des Arts (INA)			
		Création d'hôtels de savoirs dans chaque région	2013-2015		
		Protection et mise en valeur du patrimoine culturel	2013-2018		
		Développement des infrastructures culturelles : maisons de la culture, musées régionaux, grande bibliothèque, bibliothèques municipales et régionales, établissements de formation			
		Développement de l'industrie du livre	2013-2014		
		Elaboration d'un programme d'éducation artistique et culturelle : conférences dans les écoles et universités et d'animation socioculturelle	2013-2018		
		Création du poste d'ambassadeur de la culture afin de renforcer la présence culturelle du Mali à l'étranger	2013-2014		
		Professionnalisation de la gestion des activités culturelles (formation des acteurs culturels) : - Appui aux festivals et événements culturels ; - Appui à l'artisanat d'art traditionnel (teinture, tissage, bijouterie) ; - Appui à la production cinématographique et de téléfilms valorisant nos ressources culturelles			
		Mise en place des règles de gestion du patrimoine culturel			
		Recueil de tradition orale et contes à Kangaba et production de supports multimédias			
		Sauvegarde des manuscrits de Tombouctou (recherche, transcription, traduction, édition, publication, enseignement, éducation)			
		Organisation de conférences sur l'Islam avant le Maouloud (Tombouctou)	2013-2018		MAT, MEN, MESRS

Axes	Objectifs	Mesures	Périodes	Ministère responsable	Autres Ministères/ Structures impliqués
Mise en œuvre d'une politique active de développement social	Promouvoir une nouvelle Politique culturelle basée sur le développement intégral de l'homme	Etude de faisabilité sur les fondations du Palais d'Aguibou et Tellem à Bandiagara	2013-2018	MCult	
		Réhabilitation des principales zaouïas (Nioro, Bandiagara)			
		Renaissance des centres religieux (Nioro, Djenné, Bandiagara Tombouctou, Dia et Hamdallaye)	2013-2014		
		Appui aux activités culturelles annuelles dans le pays dogon (cérémonies funéraires, rites agraires, pêche collective)			
		Festival de la musique, tournant chaque année dans les régions (instruments traditionnels)	2013-2018		
		Fresque historique (Macina, Ségou, Sikasso, Kayes, Kidal)			
		Manifestation autour du bijou			
		Développement de contenus culturels éthiques et civiques	2014-2018	MJS	MCult, MEN, MESRS